JANUARY

JANVIER

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2002 : déficit budgétaire de 1,9 milliard de dollars

Le gouvernement a accusé un déficit budgétaire de 1,9 milliard de dollars en janvier 2002, soit 1,2 milliard de plus que le déficit de 0,7 milliard déclaré en janvier 2001. Les résultats de janvier 2001 comprenaient toutefois les dépenses ponctuelles de 1,4 milliard attribuables à l'allocation pour frais de chauffage, ce qui a faussé les comparaisons d'une année sur l'autre. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont diminué de 0,5 milliard de dollars, surtout en raison de la baisse des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers, tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars, principalement sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt.

D'avril 2001 à janvier 2002 : excédent budgétaire de 11,5 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 11,5 milliards de dollars pour la période d'avril 2001 à janvier 2002, en baisse de 6,6 milliards par rapport à l'excédent de 18,1 milliards déclaré pendant la même période en 2000-2001. La baisse de l'excédent jusqu'ici découle des répercussions continues des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses instaurées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ainsi que des mesures annoncées avant le budget de décembre 2001 et lors de celui-ci. En outre, l'effet du ralentissement de l'économie sur la plupart des principales composantes des recettes et sur les prestations d'assurance-emploi a eu un effet néfaste sur les résultats financiers, en comparaison de la même période l'an dernier. Les résultats jusqu'ici dépassent légèrement les attentes, en raison de l'effet des résultats économiques qui sont meilleurs que prévus au quatrième trimestre de 2001, notamment les recettes d'impôt sur les sociétés.

Janvier 2002 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont baissé de 0,5 milliard de dollars, soit 3,4 %.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 0,4 milliard de dollars, soit 6 %, en raison du ralentissement de l'économie, des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ainsi que des mesures de bonification de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncées dans les budgets précédents.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont très légèrement augmenté. Compte tenu de la baisse des bénéfices des sociétés en 2001, des réductions des taux d'imposition qui sont entrées en vigueur en janvier et de l'initiative budgétaire de décembre 2001 consistant à permettre aux petites entreprises de reporter le paiement de leurs acomptes provisionnels mensuels d'impôt des sociétés, un recul était à prévoir. Malgré une économie plus forte, les petites entreprises ne semblent pas profiter pleinement de l'initiative concernant le report d'impôt.
- Les recettes obtenues au titre des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 4,5 %, en partie en raison de la réduction des taux de cotisation (le taux des salariés en 2002 s'établit à 2,20 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,25 $ en 2001).

Ministère des Finances Canada | Department of Finance Canada

Canada

Tableau 1
État sommaire des opérations

	janvier		d'avril à janvier	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
			(M$)	
Opérations budgétaires				
Recettes	14 403	13 908	146 021	145 138
Dépenses de programmes	-11 722	-12 509	-93 477	-100 684
Solde de fonctionnement	2 681	1 399	52 544	44 454
Frais de la dette publique	-3 384	-3 317	-34 408	-32 929
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-703	-1 918	18 136	11 525
Opérations non budgétaires	4 088	3 000	-5 601	-10 997
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 385	1 082	12 535	528
Opérations de change	-1 970	152	-3 293	-491
Solde financier net	1 415	1 234	9 242	37
Variation nette des emprunts	2 458	-1 781	-14 158	-8 780
Variation nette de l'encaisse	3 873	-547	-4 916	-8 743
Encaisse à la fin de la période			8 039	4 442

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

- Les recettes perçues au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, soit 5,5 %. Toutes les composantes ont affiché des hausses, sauf celle des droits de douane à l'importation. L'augmentation des recettes de taxe sur les produits et services (TPS) traduit surtout le traitement plus lent des demandes de remboursement, étant donné que les recettes brutes perçues ont diminué. La hausse des taxes fédérales sur les produits du tabac, entrée en vigueur le 2 novembre 2001, a contribué à l'augmentation des recettes des taxes de vente et d'accise.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 15,6 %, traduisant en grande partie la baisse des taux d'intérêt.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 6,7 %.

- Les principaux transferts aux particuliers ont diminué de 1,0 milliard de dollars, ou 20,6 %, en raison du paiement en janvier 2001 de l'allocation pour frais de chauffage d'une valeur de 1,4 milliard de dollars. Les paiements de prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 33,8 %, en raison des mesures de bonification des prestations annoncées dans le budget de février 2000 et en septembre 2000, de même que sous l'effet d'une augmentation du nombre de bénéficiaires attribuable à l'essoufflement de l'économie.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,1 milliard de dollars, soit 6,8 %. L'augmentation du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) découle de l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 afin de porter le financement de base de 13,5 milliards en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. La diminution des transferts entre administrations s'explique par le calendrier des paiements.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes réduite des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, soit 32,2 %, toutes les principales composantes ayant augmenté.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	2001	2002	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 758	6 355	-6,0	70 897	70 891	0,0
Impôt sur le revenu des sociétés	1 642	1 649	0,4	19 153	18 461	-3,6
Autres	655	554	-15,4	3 002	3 207	6,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 055	8 558	-5,5	93 052	92 559	-0,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 439	1 374	-4,5	15 024	14 371	-4,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 340	2 474	5,7	21 455	21 664	1,0
Droits de douane à l'importation	219	186	-15,1	2 293	2 432	6,1
Taxes de vente et d'accise	643	719	11,8	6 954	7 299	5,0
Total des taxes et droits d'accise	3 202	3 379	5,5	30 702	31 395	2,3
Total des recettes fiscales	13 696	13 311	-2,8	138 778	138 325	-0,3
Recettes non fiscales	707	597	-15,6	7 243	6 813	-5,9
Total des recettes budgétaires	14 403	13 908	-3,4	146 021	145 138	-0,6

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars, soit 2 %, surtout en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

D'avril 2001 à janvier 2002 : résultats budgétaires

Au cours des 10 premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 11,5 milliards de dollars, en baisse de 6,6 milliards comparativement à l'excédent déclaré pour la même période en 2000-2001. Les dépenses de programmes ont augmenté de 7,2 milliards tandis que les recettes budgétaires diminuaient de 0,9 milliard. L'incidence de ces facteurs sur le solde budgétaire a été atténuée par la baisse de 1,5 milliard des frais de la dette publique.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont très légèrement diminué, la hausse des versements finaux d'impôt reçus en avril et en mai à l'égard de l'année d'imposition 2000 et l'effet des rajustements pour années antérieures modifiant les résultats d'octobre 2000 ayant été compensés par l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et *l'Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.
- Les recettes de l'impôt des sociétés ont régressé de 3,6 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés et de la réduction des taux d'imposition. D'importants reculs d'une année sur l'autre sont attendus pour le reste de l'exercice en raison surtout de la diminution des règlements finaux attribuable à la baisse des bénéfices des sociétés en 2001, et dans la mesure où les petites entreprises reportent leurs paiements d'impôt pour les mois de février et de mars 2002.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 4,3 %, l'incidence des rajustements pour années antérieures, qui ont influé sur les résultats d'octobre 2000, jumelée à la réduction des taux de cotisation, ayant largement neutralisé la croissance du nombre de salariés qui versent des cotisations.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	2001	2002	variation	2000-2001	2001-2002	variation
		(M$)	(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 054	2 140	4,2	20 133	21 066	4,6
Prestations d'assurance-emploi	1 157	1 548	33,8	8 775	11 091	26,4
Allocation pour frais de chauffage	1 434			1 434		
Total	4 645	3 688	-20,6	30 342	32 157	6,0
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	11 250	14 416	28,1
Transferts fiscaux	1 181	1 034	-12,4	10 201	10 397	1,9
Fonds pour les appareils médicaux				1 000		
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-233	13,1	-2 055	-2 098	2,1
Total	2 100	2 243	6,8	20 396	22 715	11,4
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	57	43	-24,6	440	609	38,4
Affaires étrangères	149	243	63,1	1 175	1 411	20,1
Santé	105	145	38,1	925	1 075	16,2
Développement des ressources humaines	366	370	1,1	1 181	1 378	16,7
Affaires indiennes et du Nord	206	299	45,1	3 473	3 354	-3,4
Industrie et développement régional	87	71	-18,4	1 100	1 183	7,5
Anciens combattants	130	138	6,2	1 208	1 268	5,0
Autres	202	378	87,1	1 779	2 253	26,6
Total	1 302	1 687	29,6	11 281	12 531	11,1
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	65	65	0,0	843	916	8,7
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	158	5,3	1 520	1 680	10,5
Autres	82	190	131,7	1 221	1 411	15,6
Total	297	413	39,1	3 584	4 007	11,8
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 004	1 336	33,1	8 652	9 420	8,9
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 374	3 142	32,4	19 222	19 854	3,3
Total	3 378	4 478	32,6	27 874	29 274	5,0
Total des dépenses de programmes directes	4 977	6 578	32,2	42 739	45 812	7,2
Total des dépenses de programmes	11 722	12 509	6,7	93 477	100 684	7,7
Frais de la dette publique	3 384	3 317	-2,0	34 408	32 929	-4,3
Total des dépenses budgétaires	15 106	15 826	4,8	127 885	133 613	4,5
Poste pour mémoire : total des transferts	8 047	7 618	-5,3	62 019	67 403	8,7

- Les recettes obtenues au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, soit 2,3 %. Les recettes de TPS ont très légèrement progressé, les droits de douane à l'importation ont grimpé de 6,1 %, et les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 5,0 %.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 5,9 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 6,0 % en raison de la hausse des prestations versées aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés traduit l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et la hausse du montant moyen des prestations qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires. L'incidence nette de ces augmentations a été atténuée par l'allocation pour frais de chauffage payée en janvier 2001.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 11,4 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est principalement attribuable à la hausse des droits à péréquation. L'augmentation globale de cette composante a été atténuée par le paiement spécial de 1 milliard de dollars au Fonds pour les appareils médicaux en 2000-2001.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 7,2 %. L'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements ainsi que de la mise en œuvre complète de la nouvelle Stratégie d'information financière. L'instauration du nouveau système a entraîné la modification du profil mensuel des dépenses. Il en résultera que, par rapport aux exercices précédents, une plus grande partie des dépenses sera comptabilisée à la fin de l'exercice.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 1,5 milliard de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 0,5 milliard de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2001 à janvier 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 11,0 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de 5,6 milliards pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation observée jusqu'ici est attribuable aux transferts des actifs de régimes de retraite applicables aux sociétés d'État qui établissent leurs propres régimes de retraite et à l'augmentation des transferts au compte du Régime de pensions du Canada.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	janvier		d'avril à janvier	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-703	-1 918	18 136	11 525
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	53	46	401	544
Autres	-43	-208	-885	-1 338
Total	10	-162	-484	-794
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-352	320	-876	-1 720
Comptes de pension de retraite	17	-50	1 571	-1 558
Autres	17	50	-31	106
Total	-318	320	664	-3 172
Autres opérations	4 396	2 842	-5 781	-7 031
Total des opérations non budgétaires	4 088	3 000	-5 601	-10 997
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 385	1 082	12 535	528
Opérations de change	-1 970	152	-3 293	-491
Solde financier net	1 415	1 234	9 242	37

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	janvier		d'avril à janvier	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
			(M$)	
Solde financier net	1 415	1 234	9 242	37
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 500	364	9 819	-5 497
Bons du Trésor	900	-1 200	-20 250	5 100
Obligations d'épargne du Canada	136	-118	-1 067	-2 737
Autres	34	-25	-62	-47
Total	2 570	-979	-11 560	-3 181
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	-2 202	-1 576
Billets et prêts	-580	-473	-580	-514
Bons du Canada	468	-329	220	-3 336
Billets du Canada	0	0	-36	-173
Total	-112	-802	-2 598	-5 599
Variation nette des emprunts	2 458	-1 781	-14 158	-8 780
Variation de l'encaisse	3 873	-547	-4 916	-8 743

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 janvier 2002	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	35 030	-8 614
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	127 627	-1 558
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	4 671	-1 720
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 359	106
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	139 657	-3 172
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	289 476	-5 497
Bons du Trésor	88 700	93 800	5 100
Obligations d'épargne du Canada	26 099	23 362	-2 737
Autres	3 473	3 427	-46
Total partiel	413 245	410 066	-3 179
Payable en devises	33 158	27 559	-5 599
Total de la dette non échue	446 403	437 624	-8 779
Total de la dette portant intérêt	589 232	577 281	-11 951
Total du passif	632 876	612 311	-20 565
Actif			
Encaisse et débiteurs	19 186	8 860	-10 326
Comptes d'opérations de change	50 270	50 761	491
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 836	794
Total de l'actif	85 498	76 458	-9 041
Déficit accumulé (dette publique nette)	547 378	535 853	-11 525

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 11,5 milliards de dollars et des besoins nets de 11,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, des ressources financières (opérations de change exclues) de 0,5 milliard ont été dégagées d'avril 2001 à janvier 2002, comparativement à des ressources de 12,5 milliards pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Ressources financières nettes de 37 millions de dollars d'avril 2001 à janvier 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les 10 premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des besoins financiers nets de 0,5 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 3,3 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 11,5 milliards de dollars, des besoins nets de 11,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,5 milliard au titre des opérations de change, des ressources financières nettes de 37 millions de dollars ont été dégagées pour la période d'avril 2001 à janvier 2002, comparativement à des ressources nettes de 9,2 milliards pendant la période correspondante de l'exercice précédent.

Les emprunts nets en baisse de 8,8 milliards de dollars d'avril 2001 à janvier 2002

Malgré des ressources financières nettes de seulement 37 millions de dollars au cours des 10 premiers mois de 2001-2002, le gouvernement a retranché 8,8 milliards de dollars de sa dette contractée sur les marchés au moyen d'une mise à disposition des soldes de caisse. Le niveau des soldes de caisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique des grands titres d'emprunt qui peuvent fluctuer sensiblement sur une base mensuelle. À la fin de janvier 2002, ces soldes s'établissaient à 4,4 milliards de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Mars 2002

FEBRUARY

FÉVRIER

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Février 2002 : excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars

Le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars en février 2002, en baisse de 1,3 milliard par rapport à l'excédent de 4,4 milliards déclaré en février 2001. Depuis quelques années, d'importants excédents sont déclarés en février, étant donné que les résultats de ce mois comprennent les paiements ultimes d'impôt des sociétés dont l'année d'imposition prend fin le 31 décembre. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont diminué de 0,7 milliard de dollars, la baisse des recettes de l'impôt des sociétés ayant plus que neutralisé les hausses déclarées dans la plupart des autres principales composantes des recettes. Les dépenses de programmes ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, tandis que les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard.

D'avril 2001 à février 2002 : excédent budgétaire de 14,7 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 14,7 milliards de dollars pour la période d'avril 2001 à février 2002, en baisse de 7,9 milliards par rapport à l'excédent de 22,5 milliards déclaré pendant la même période en 2000-2001. La baisse de l'excédent jusqu'ici découle des répercussions continues des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses instaurées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ainsi que des mesures annoncées avant le budget de décembre 2001 et dans celui-ci. En outre, le ralentissement de l'économie en 2001 a touché la plupart des principales composantes des recettes et les prestations d'assurance-emploi, ce qui a eu un effet néfaste sur l'ensemble des résultats financiers, en comparaison de la même période en 2000-2001.

L'évolution de la situation pour le reste de l'exercice contribuera à réduire de façon marquée l'excédent accumulé à ce jour. Mentionnons l'effet des réductions d'impôt annoncées dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, qui sont entrées en vigueur en janvier 2002, ainsi que le financement d'un certain nombre d'initiatives annoncées dans le budget de décembre 2001. Par ailleurs, des ajustements seront apportés en fin d'exercice pour inclure le coût des biens et des services reçus à la fin de 2001-2002, mais payés en avril ou en mai seulement, de même que les remboursements traités en mars 2002 de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2001.

Les résultats jusqu'ici dépassent légèrement les prévisions établies au moment du dépôt du budget de décembre 2001, en raison de l'effet des résultats économiques qui étaient meilleurs que prévus au quatrième trimestre de 2001, et qui continuent de l'être au cours du premier trimestre de 2002.

Février 2002 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont diminué de 0,7 milliard de dollars, soit 4,2 %.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, soit 5,7 %, en raison principalement de la vigueur étonnante des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi. Il est encore trop tôt pour déterminer si cette situation est attribuable à des facteurs chronologiques ou à l'amélioration de la situation économique.
- Les recettes de l'impôt des sociétés ont régressé de 1,2 milliard de dollars, soit 19,8 %, surtout en raison des modalités de paiement des sociétés et de la baisse des bénéfices de ces dernières en 2001. Les sociétés sont tenues de verser des

Tableau 1
État sommaire des opérations

	février		d'avril à février	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Recettes	17 705	16 966	163 727	162 105
Dépenses de programmes	-9 867	-10 810	-103 342	-111 494
Solde de fonctionnement	7 838	6 156	60 385	50 611
Frais de la dette publique	-3 440	-3 023	-37 848	-35 952
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	4 398	3 133	22 537	14 659
Opérations non budgétaires	-1 202	-296	-6 801	-11 291
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 196	2 837	15 736	3 368
Opérations de change	-644	-626	-3 937	-1 117
Solde financier net	2 552	2 211	11 799	2 251
Variation nette des emprunts	2 894	3 322	-11 264	-5 457
Variation nette de l'encaisse	5 446	5 533	535	-3 206
Encaisse à la fin de la période			8 039	4 442

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours. Le versement final doit être effectué dans les 60 jours suivant la fin de l'exercice. Étant donné que l'exercice de la plupart des grandes sociétés du secteur non financier se termine en décembre, le gouvernement reçoit une part importante des recettes de l'impôt des sociétés en février, soit entre 25 et 40 % des recettes totales pour l'année. Compte tenu de la baisse des bénéfices des sociétés en 2001 par rapport à 2000, on s'attendait aussi à une baisse des versements finaux en février 2002. Par ailleurs, même si le budget de décembre 2001 autorise les petites entreprises à reporter le paiement de leurs acomptes provisionnels mensuels d'impôt des sociétés pour les mois de janvier, de février et de mars, celles-ci ne semblent pas profiter pleinement de cette mesure de report d'impôt.

- Les recettes obtenues au titre des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 2,8 %, en raison de la réduction des taux de cotisation (le taux des salariés en 2002 s'établit à 2,20 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,25 $ en 2001).
- Les recettes perçues au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, soit 17,2 %. Toutes les composantes ont affiché des hausses. L'augmentation des recettes de taxe sur les produits et services (TPS) et des droits de douane à l'importation est attribuable à des facteurs chronologiques. La hausse des taxes fédérales sur les produits du tabac, entrée en vigueur le 2 novembre 2001, a contribué à l'augmentation des recettes des taxes de vente et d'accise.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 13,3 %, en raison principalement de l'échelonnement des dates de réception des recettes tirées de la vente de biens et de services.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, soit 9,6 %.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, soit 5,3 %. Les paiements de prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 7,3 % – c'est la première fois depuis mai 2001 que le taux d'augmentation est moins de 10.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	février			d'avril à février		
	2001	2002	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 906	6 242	5,7	76 802	77 132	0,4
Impôt sur le revenu des sociétés	6 117	4 903	-19,8	25 270	23 365	-7,5
Autres	521	175	-66,4	3 524	3 383	-4,0
Total des recettes d'impôt sur le revenu	12 544	11 320	-9,8	105 596	103 880	-1,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 868	1 815	-2,8	16 893	16 186	-4,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 739	2 028	16,6	23 194	23 693	2,2
Droits de douane à l'importation	224	328	46,4	2 517	2 760	9,7
Taxes de vente et d'accise	595	642	7,9	7 550	7 941	5,2
Total des taxes et droits d'accise	2 558	2 998	17,2	33 261	34 394	3,4
Total des recettes fiscales	16 970	16 133	-4,9	155 750	154 460	-0,8
Recettes non fiscales	735	833	13,3	7 977	7 645	-4,2
Total des recettes budgétaires	17 705	16 966	-4,2	163 727	162 105	-1,0

- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,1 milliard de dollars, soit 6,2 %. L'augmentation du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) découle de l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2002 afin de porter le financement de base de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes réduite des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, soit 14,2 %, la hausse des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations ayant plus que compensé les baisses déclarées dans les autres principales composantes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars, soit 12,1 %, surtout en raison de rajustements liés aux mois antérieurs.

D'avril 2001 à février 2002 : résultats budgétaires

Au cours de la période d'avril 2001 à février 2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 14,7 milliards de dollars, en baisse de 7,9 milliards comparativement à l'excédent de 22,5 milliards déclaré pour la même période en 2000-2001. Les dépenses de programmes ont augmenté de 8,2 milliards, alors que les recettes budgétaires baissaient de 1,6 milliard. L'incidence de ces facteurs sur le solde budgétaire a été atténuée par la baisse de 1,9 milliard de dollars des frais de la dette publique.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté légèrement. En effet, la hausse des versements finaux d'impôt reçus en avril et en mai à l'égard de l'année d'imposition 2000, les rajustements pour années antérieures qui ont influé sur les résultats d'octobre 2000, de même que l'augmentation du revenu imposé attribuable à la croissance

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	février			d'avril à février		
	2001	2002	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 055	2 140	4,1	22 188	23 207	4,6
Prestations d'assurance-emploi	1 195	1 282	7,3	9 970	12 373	24,1
Allocation pour frais de chauffage				1 434		
Total	3 250	3 422	5,3	33 592	35 580	5,9
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	12 375	15 858	28,1
Transferts fiscaux	1 194	1 036	-13,2	11 396	11 433	0,3
Fonds pour les appareils médicaux				1 000		
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-233	13,1	-2 260	-2 331	3,1
Total	2 113	2 245	6,2	22 511	24 960	10,9
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	159	106	-33,3	599	715	19,4
Affaires étrangères	249	155	-37,8	1 422	1 565	10,1
Santé	85	95	11,8	1 010	1 170	15,8
Développement des ressources humaines	141	167	18,4	1 322	1 546	16,9
Affaires indiennes et du Nord	268	245	-8,6	3 742	3 600	-3,8
Industrie et développement régional	213	138	-35,2	1 313	1 322	0,7
Anciens combattants	126	134	6,3	1 334	1 402	5,1
Autres	204	169	-17,2	1 983	2 424	22,2
Total	1 445	1 209	-16,3	12 725	13 744	8,0
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	15	50	233,3	859	966	12,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	75	-50,0	1 670	1 755	5,1
Autres	71	70	-1,4	1 292	1 480	14,6
Total	236	195	-17,4	3 821	4 201	9,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	902	1 256	39,2	9 553	10 677	11,8
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 921	2 483	29,3	21 140	22 332	5,6
Total	2 823	3 739	32,4	30 693	33 009	7,5
Total des dépenses de programmes directes	4 504	5 143	14,2	47 239	50 954	7,9
Total des dépenses de programmes	9 867	10 810	9,6	103 342	111 494	7,9
Frais de la dette publique	3 440	3 023	-12,1	37 848	35 952	-5,0
Total des dépenses budgétaires	13 307	13 833	4,0	141 190	147 446	4,4
Poste pour mémoire : total des transferts	6 808	6 876	1,0	68 828	74 284	7,9

de l'emploi ainsi que des traitements et salaires moyens en 2001 ont largement été compensés par l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000, l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 et les budgets antérieurs.

- Les recettes de l'impôt des sociétés ont régressé de 7,5 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés et de la réduction des taux d'imposition.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 4,2 %, l'incidence des rajustements pour années antérieures, qui ont influé sur les résultats d'octobre 2000, jumelée à la réduction des taux de cotisation, ayant plus que neutralisé l'effet de la croissance du nombre de salariés qui versent donc des cotisations.
- Les recettes obtenues au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 3,4 %. Les recettes de TPS ont progressé de 2,2 %, en grande partie en fonction de l'augmentation de la demande au pays, les droits de douane à l'importation ont grimpé de 9,7 %, et les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 5,2 %, en raison principalement de la hausse des taxes d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 4,2 %, sous l'effet principalement de la baisse des taux d'intérêt.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 5,9 % en raison de la hausse des prestations versées aux aînés et de la hausse des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés traduit l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et la hausse du montant moyen des prestations qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires. L'incidence nette de ces augmentations a été atténuée par l'allocation pour frais de chauffage payée en janvier 2001.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 10,9 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de porter le financement de base de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est principalement attribuable à la hausse des droits de péréquation. La hausse globale de cette composante a été atténuée par le paiement spécial de 1 milliard de dollars au Fonds pour les appareils médicaux en 2000-2001.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 7,9 %. L'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements ainsi que de la mise en œuvre complète de la nouvelle Stratégie d'information financière. L'instauration du nouveau système a entraîné la modification du profil mensuel des dépenses. Il en résultera qu'une plus grande partie des dépenses sera comptabilisée à la fin de l'exercice comparativement aux années précédentes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 1,9 milliard de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 3,4 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2001 à février 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	février		d'avril à février	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	4 398	3 133	22 537	14 659
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	4	7	405	551
Autres	-4	182	-890	-1 156
Total	0	189	-485	-605
Comptes à des fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	490	1 032	-386	-689
Comptes de pension de retraite	-202	-168	1 369	-1 726
Autres	139	91	109	197
Total	427	955	1 092	-2 218
Autres opérations [1]	-1 629	-1 440	-7 408	-8 468
Total des opérations non budgétaires	-1 202	-296	-6 801	-11 291
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 196	2 837	15 736	3 368
Opérations de change	-644	-626	-3 937	-1 117
Solde financier net	2 552	2 211	11 799	2 251

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	février		d'avril à février	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
			(M$)	
Solde financier net	2 552	2 211	11 799	2 251
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	575	2 982	10 394	-2 515
Bons du Trésor	2 100	600	-18 150	5 700
Obligations d'épargne du Canada	313	-133	-754	-2 870
Autres	0	-17	-62	-63
Total	2 988	3 432	-8 572	252
Payables en devises				
Obligations négociables	-1 965	0	-4 167	-1 576
Billets et prêts	1 965	0	1 385	-514
Bons du Canada	-94	48	126	-3 288
Billets du Canada	0	-158	-36	-331
Total	-94	-110	-2 692	-5 709
Variation nette des emprunts	2 894	3 322	-11 264	-5 457
Variation de l'encaisse	5 446	5 533	535	-3 206

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	28 février 2002	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	38 347	-5 297
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	127 459	-1 726
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	5 702	-689
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 450	197
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	140 611	-2 218
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	292 458	-2 515
Bons du Trésor	88 700	94 400	5 700
Obligations d'épargne du Canada	26 099	23 229	-2 870
Autres	3 473	3 411	-62
Total partiel	413 245	413 499	254
Payable en devises	33 158	27 449	-5 709
Total de la dette non échue	446 403	440 947	-5 456
Total de la dette portant intérêt	589 232	581 558	-7 674
Total du passif	632 876	619 905	-12 971
Actif			
Encaisse et débiteurs	19 186	19 151	-35
Comptes d'opérations de change	50 270	51 387	1 117
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 647	605
Total de l'actif	85 498	87 186	1 687
Déficit accumulé (dette publique nette)	547 378	532 719	-14 659

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 11,3 milliards de dollars au cours des 11 premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de 6,8 milliards pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation observée jusqu'ici est largement attribuable aux transferts des actifs de régimes de retraite applicables aux sociétés d'État qui établissent leurs propres régimes de retraite.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 14,7 milliards de dollars et des besoins nets de 11,3 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, des ressources financières (opérations de change exclues) de 3,4 milliards ont été dégagées d'avril 2001 à février 2002, comparativement à des ressources de 15,7 milliards pour la période correspondante de 2000-2001.

Ressources financières nettes de 2,3 milliards de dollars d'avril 2001 à février 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les 11 premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des besoins nets de 1,1 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 3,9 milliards pour la même période en 2000-2001.

Avec un excédent budgétaire de 14,7 milliards de dollars, des besoins nets de 11,3 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 1,1 milliard au titre des opérations de change, des ressources financières nettes de 2,3 milliards de dollars ont été dégagées pour la période d'avril 2001 à février 2002, comparativement à des ressources nettes de 11,8 milliards pendant la période correspondante de 2000-2001.

Les emprunts nets en baisse de 5,5 milliards de dollars d'avril 2001 à février 2002

Malgré des ressources financières nettes de seulement 2,3 milliards de dollars au cours des 11 premiers mois de 2001-2002, le gouvernement a retranché 5,5 milliards de dollars de sa dette contractée sur les marchés au moyen d'une mise à disposition des soldes de caisse. Le niveau des soldes de caisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique des grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement sur une base mensuelle. À la fin de février 2002, ces soldes s'établissaient à 4,4 milliards de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Avril 2002

MARCH

MARS

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2002 : déficit budgétaire de 4,9 milliards de dollars

Le gouvernement a accusé un déficit budgétaire de 4,9 milliards de dollars en mars 2002, en hausse de 2,4 milliards par rapport au déficit de 2,5 milliards déclaré en mars 2001. L'augmentation d'une année sur l'autre reflète surtout le calendrier des recettes et des paiements entre février et mars, qui a entraîné la surestimation de l'excédent de février 2002. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont baissé de 1,3 milliard de dollars, surtout en raison du calendrier de réception des recettes d'impôt des sociétés, tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 1,9 milliard, en partie sous l'effet du calendrier de versement des prestations d'assurance emploi. Les frais de la dette publique ont baissé de 0,8 milliard de dollars.

D'avril 2001 à mars 2002 : excédent budgétaire de 9,8 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 9,8 milliards de dollars pour la période d'avril 2001 à mars 2002, en baisse de 10,3 milliards par rapport à l'excédent de 20,1 milliards déclaré pour la même période en 2000-2001. La baisse de l'excédent enregistrée jusqu'à maintenant reflète en partie l'incidence continue des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, ainsi que celles annoncées dans le budget de décembre 2001 et avant celui-ci. En outre, le ralentissement de l'économie en 2001 a eu une incidence sur la plupart des principales composantes des recettes et sur les prestations d'assurance-emploi, ce qui nuit aux résultats financiers globaux par rapport à la même période en 2000-2001.

Ces chiffres ne sont pas les résultats finaux de l'exercice 2001-2002. Les habituels rajustements comptables de fin d'exercice n'ont pas encore été annoncés. Conformément aux principes comptables du gouvernement, ces rajustements incorporent les augmentations des dépenses de programmes de manière à inclure les coûts des obligations engagées pendant l'exercice relativement auxquelles aucun paiement n'a été effectué en 2001-2002. Par exemple, les résultats finaux vérifiés pour 2000-2001 étaient de 17,1 milliards de dollars, tandis que l'excédent à la fin de mars 2001 était de 20,1 milliards. Cette année, les rajustements comptables de fin d'exercice pourraient être un peu plus importants que les exercices précédents. En effet, le profil mensuel des dépenses de programmes traduit la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie d'information financière et, par rapport aux années précédentes, une plus grande partie des dépenses seront probablement comptabilisées en fin d'exercice.

Les résultats à ce jour dépassent quelque peu les prévisions effectuées au moment du dépôt du budget de décembre 2001, en raison de l'incidence des résultats économiques meilleurs que prévu enregistrés pour le quatrième trimestre de 2001, lesquels ont été maintenus au premier trimestre de 2002.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	mars		d'avril à mars	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
			(M$)	
Opérations budgétaires				
Recettes	13 277	12 024	177 006	174 130
Dépenses de programmes	-12 201	-14 150	-115 542	-125 643
Solde de fonctionnement	1 076	-2 126	61 464	48 487
Frais de la dette publique	-3 564	-2 757	-41 412	-38 709
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 488	-4 883	20 052	9 778
Opérations non budgétaires	6 317	7 327	-485	-3 969
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 829	2 444	19 567	5 809
Opérations de change	-4 716	-732	-8 654	-1 849
Solde financier net	-887	1 712	10 913	3 960
Variation nette des emprunts	582	267	-10 682	-5 189
Variation nette de l'encaisse	-305	1 979	231	-1 229
Encaisse à la fin de la période			13 179	11 950

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Mars 2002 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont reculé de 1,3 milliard de dollars, soit 9,4 %. Toutes les principales composantes ont accusé des baisses, à l'exception des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, soit 1,8 %, surtout en raison de la vigueur soutenue des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, neutralisée en partie par la hausse des remboursements liés à l'année d'imposition 2001 et par l'augmentation des prestations versées aux termes de la Prestation fiscale canadienne pour enfants en vertu d'initiatives budgétaires antérieures.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont régressé de 1,1 milliard de dollars, soit 45,8 %. Même si c'est en février que les sociétés dont l'année d'imposition prend fin le 31 décembre doivent régler leurs comptes, certains paiements sont reportés au début de mars. En février et en mars, les recettes ont baissé de 2,3 milliards de dollars en comparaison de la même période l'an dernier, sous l'effet de la diminution des bénéfices des sociétés en 2001 comparativement à 2000.
- Les recettes obtenues au titre des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 3,5 %, résultat de la réduction des taux de cotisation (le taux des salariés en 2002 s'établit à 2,20 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,25 $ en 2001).
- Les recettes perçues au titre des droits et des taxes d'accise ont baissé de 0,1 milliard de dollars, ou 2,5 %. Ce recul est principalement attribuable au calendrier de réception des recettes, celles de février 2002 ayant augmenté de 17,2 % d'une année sur l'autre. Toutes les composantes ont accusé des baisses, à l'exception des taxes de vente et d'accise. L'augmentation de ces dernières est attribuable à la hausse des taxes fédérales sur le tabac entrée en vigueur le 2 novembre 2001.
- Les recettes non fiscales ont baissé de 7,1 %, encore une fois en raison du calendrier de réception des recettes, alors que les recettes de février 2002 avaient augmenté de 13,3 % d'une année sur l'autre.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	2001	2002	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	4 546	4 628	1,8	81 350	81 760	0,5
Impôt sur le revenu des sociétés	2 349	1 272	-45,8	27 619	24 637	-10,8
Autres	692	655	-5,3	4 216	4 038	-4,2
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 587	6 555	-13,6	113 185	110 435	-2,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 839	1 774	-3,5	18 732	17 960	-4,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 619	1 582	-2,3	24 812	25 275	1,9
Droits de douane à l'importation	274	220	-19,7	2 791	2 979	6,7
Taxes de vente et d'accise	674	700	3,9	8 224	8 641	5,1
Total des taxes et droits d'accise	2 567	2 502	-2,5	35 827	36 895	3,0
Total des recettes fiscales	11 993	10 831	-9,7	167 744	165 290	-1,5
Recettes non fiscales	1 284	1 193	-7,1	9 262	8 840	-4,6
Total des recettes budgétaires	13 277	12 024	-9,4	177 006	174 130	-1,6

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 1,9 milliard de dollars, soit 16,0 %.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, soit 17,8 %. Les paiements de prestations d'assurance-emploi ont grimpé de 43,6 %, en partie en raison du calendrier des paiements entre février et mars. En février 2002, les prestations n'avaient augmenté que de 7,3 % – sous la barre des 10 % pour la première fois depuis mai 2001.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, soit 5,3 %. L'augmentation du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) découle de l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 afin de faire passer le financement de base de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, soit 17,9 %. L'augmentation traduit surtout l'incidence de la mise en oeuvre de la Stratégie d'information financière, une plus grande partie des dépenses ayant été comptabilisées à la fin de l'exercice comparativement aux années précédentes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont reculé de 0,8 milliard de dollars, soit 22,6 %, surtout en raison de rajustements liés aux mois antérieurs.

D'avril 2001 à mars 2002 : résultats budgétaires

Au cours de la période d'avril 2001 à mars 2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 9,8 milliards de dollars, en baisse de 10,3 milliards par rapport à l'excédent de 20,1 milliards déclaré pour la même période en 2000-2001. Les dépenses de programmes ont augmenté de 10,1 milliards de dollars, alors que les recettes budgétaires baissaient de 2,9 milliards. Une diminution de 2,7 milliards des frais de la dette publique est venue atténuer l'incidence de ces facteurs sur le solde budgétaire.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	2001	2002	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 057	2 157	4,9	24 245	25 364	4,6
Prestations d'assurance-emploi	1 030	1 479	43,6	10 999	13 852	25,9
Allocation pour frais de chauffage				1 434		
Total	3 087	3 636	17,8	36 678	39 216	6,9
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	13 500	17 300	28,1
Transferts fiscaux	907	713	-21,4	12 303	12 146	-1,3
Fonds pour les appareils médicaux				1 000		
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-232	12,6	-2 466	-2 563	3,9
Total	1 826	1 923	5,3	24 337	26 883	10,5
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	633	584	-7,7	1 232	1 298	5,4
Affaires étrangères	291	566	94,5	1 713	2 131	24,4
Santé	97	317	226,8	1 107	1 486	34,2
Développement des ressources humaines	363	165	-54,5	1 685	1 711	1,5
Affaires indiennes et du Nord	144	345	139,6	3 886	3 944	1,5
Industrie et développement régional	407	836	105,4	1 720	2 157	25,4
Anciens combattants	125	144	15,2	1 458	1 547	6,1
Autres	652	586	-10,1	2 635	3 009	14,2
Total	2 712	3 543	30,6	15 436	17 283	12,0
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	43	15	-65,1	902	981	8,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	320	168	-47,5	1 990	1 923	-3,4
Autres	91	188	106,6	1 383	1 667	20,5
Total	454	371	-18,3	4 275	4 571	6,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 436	1 623	13,0	10 992	12 301	11,9
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 686	3 054	13,7	23 824	25 389	6,6
Total	4 122	4 677	13,5	34 816	37 690	8,3
Total des dépenses de programmes directes	7 288	8 591	17,9	54 527	59 544	9,2
Total des dépenses de programmes	12 201	14 150	16,0	115 542	125 643	8,7
Frais de la dette publique	3 564	2 757	-22,6	41 412	38 709	-6,5
Total des dépenses budgétaires	15 765	16 907	7,2	156 954	164 352	4,7
Poste pour mémoire : total des transferts	7 625	9 102	19,4	76 451	83 382	9,1

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté légèrement, la hausse des versements finaux d'impôt reçus en avril et en mai 2001 à l'égard de l'année d'imposition 2000, l'effet des rajustements pour années antérieures sur les résultats d'octobre 2000 et l'augmentation du revenu imposé attribuable à la croissance de l'emploi et des traitements et salaires moyens en 2001, ayant été largement neutralisés par l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000, l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 et les budgets antérieurs.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont régressé de 3,0 milliards de dollars, soit 10,8 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés et de la réduction des taux d'imposition.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 4,1 %, l'incidence des rajustements pour années antérieures, qui ont influé sur les résultats d'octobre 2000, jumelée à la réduction des taux de cotisation, ayant plus que neutralisé la croissance du nombre de salariés, qui versent donc des cotisations.
- Les recettes obtenues au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 3,0 %. Les recettes de la taxe sur les produits et services ont progressé de 1,9 %, en grande partie en fonction de l'augmentation de la demande au pays, les droits de douane à l'importation ont grimpé de 6,7 %, et les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 5,1 %, en raison principalement de la hausse des taxes d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 4,6 %, en raison surtout de la baisse des taux d'intérêt.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 6,9 % en raison de la hausse des prestations versées aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés traduit l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires. L'incidence nette de ces augmentations a été atténuée par l'allocation pour frais de chauffage versée en janvier 2001.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 10,5 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de porter le financement de base de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. La hausse globale de cette composante a été atténuée par le paiement spécial de 1 milliard de dollars au Fonds pour les appareils médicaux en 2000-2001 et par une baisse des transferts fiscaux, les données pour 2000-2001 comprenant le passif qui se rapporte à l'abolition du plafond de la péréquation en 1999-2000.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 9,2 %, en grande partie en raison des initiatives annoncées dans le budget de décembre 2001, notamment les mesures visant à accroître la sécurité des personnes et la sécurité économique.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 2,7 milliards de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 5,8 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2001 à mars 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances,

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	mars		d'avril à mars	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 488	-4 883	20 052	9 778
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	99	371	504	923
Autres	-87	-111	-976	-1 268
Total	12	260	-472	-345
Comptes à des fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	578	1 053	192	365
Comptes de pension de retraite	-24	-249	1 346	-1 976
Autres	8	5	117	201
Total	562	809	1 655	-1 410
Autres opérations	5 743	6 258	-1 668	-2 214
Total des opérations non budgétaires	6 317	7 327	-485	-3 969
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 829	2 444	19 567	5 809
Opérations de change	-4 716	-732	-8 654	-1 849
Solde financier net	-887	1 712	10 913	3 960

Tableau 5
Solde financier net et emprunts nets

	mars		d'avril à mars	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde financier net	-887	1 712	10 913	3 960
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-9 694	916	700	-1 598
Bons du Trésor	7 000	-200	-11 150	5 500
Obligations d'épargne du Canada	18	-16	-736	-2 886
Autres	-17	-20	-79	-83
Total	-2 693	680	-11 265	933
Payables en devises				
Obligations négociables	3 003	218	-1 164	-1 358
Billets et prêts	-1 385	0	0	-514
Bons du Canada	1 094	-584	1 220	-3 872
Billets du Canada	563	-47	527	-378
Total	3 275	-413	583	-6 122
Variation nette des emprunts	582	267	-10 682	-5 189
Variation de l'encaisse	-305	1 979	231	-1 229

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 mars 2002	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	38 270	-5 374
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	127 209	-1 976
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	6 756	365
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 454	201
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	141 419	-1 410
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	293 375	-1 598
Bons du Trésor	88 700	94 200	5 500
Obligations d'épargne du Canada	26 099	23 213	-2 886
Autres	3 473	3 391	-82
Total partiel	413 245	414 180	935
Payable en devises	33 158	27 036	-6 122
Total de la dette non échue	446 403	441 215	-5 188
Total de la dette portant intérêt	589 232	582 634	-6 598
Total du passif	632 876	620 904	-11 973
Actif			
Encaisse et débiteurs	19 186	14 796	-4 390
Comptes d'opérations de change	50 270	52 119	1 849
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 387	345
Total de l'actif	85 498	83 303	-2 196
Déficit accumulé (dette publique nette)	547 378	537 601	-9 778

aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 4,0 milliards de dollars d'avril 2001 à mars 2002, comparativement à des besoins nets de 0,5 milliard pour la période correspondante de 2000-2001. L'augmentation observée jusqu'ici est largement attribuable aux transferts des actifs de régimes de retraite applicables aux sociétés d'État qui établissent leurs propres régimes de retraite.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 9,8 milliards de dollars et des besoins nets de 4,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, des ressources financières (opérations de change exclues) de 5,8 milliards de dollars ont été dégagées d'avril 2001 à mars 2002, comparativement à des ressources de 19,6 milliards pour la période correspondante de 2000-2001.

Ressources financières nettes de 4,0 milliards de dollars d'avril 2001 à mars 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril 2001 à mars 2002 a été marquée par des besoins nets de 1,8 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 8,7 milliards pour la même période de 2000-2001.

Avec un excédent budgétaire de 9,8 milliards de dollars, des besoins nets de 4,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 1,8 milliard au titre des opérations de change, des ressources financières nettes de 4,0 milliards de dollars ont été dégagées pour la période d'avril 2001 à mars 2002, comparativement à des ressources nettes de 10,9 milliards pendant la période correspondante de 2000-2001.

Les emprunts nets en baisse de 5,2 milliards de dollars d'avril 2001 à mars 2002

En 2001-2002, le gouvernement a retranché 5,2 milliards de dollars de sa dette contractée sur les marchés en y appliquant les ressources financières nettes de 4,0 milliards et au moyen d'une mise à disposition de 1,2 milliard de ses soldes de caisse. Le niveau des soldes de caisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique des grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement sur une base mensuelle. À la fin de mars 2002, ces soldes s'établissaient à 12,0 milliards de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Mai 2002

APRIL

AVRIL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'avril 2002

Excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars en avril 2002

Le gouvernement a enregistré un excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars en avril 2002, en baisse de 2,6 milliards par rapport à l'excédent révisé de 3,5 milliards en avril 2001[1]. D'une année sur l'autre, cette diminution de l'excédent est attribuable à la baisse de 2,4 milliards de dollars des recettes budgétaires et à l'augmentation de 0,8 milliard des dépenses de programmes. L'effet de cette situation a été partiellement compensé par une diminution de 0,5 milliard des frais de la dette publique.

La diminution de 2,4 milliards de dollars, ou 14,6 %, des recettes budgétaires d'une année sur l'autre a été répartie dans l'ensemble des principales composantes, à l'exception des droits et des taxes d'accise.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 2,1 milliards de dollars, soit 24,6 %. La majeure partie de cette diminution est attribuable à la baisse des versements finaux et à l'augmentation des remboursements pour l'année d'imposition 2001. Les versements d'impôt finaux en avril 2001 ont été exceptionnellement élevés, compte tenu, entre autres, des fortes hausses des gains en capital au cours de l'année d'imposition 2000. Cependant, le recul des marchés boursiers en 2001, jumelé à l'incidence de taux d'intérêt plus faibles sur les autres composantes des revenus de placements, a engendré des versements finaux beaucoup moins élevés et des remboursements plus élevés. Les retenues mensuelles sur le revenu d'emploi ont légèrement diminué en raison du calendrier des encaissements et de l'effet des mesures de réduction des impôts annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont régressé de 0,7 milliard de dollars, soit 30,5 %, principalement en raison de l'augmentation des remboursements, vu la faiblesse des bénéfices des entreprises en 2001.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 2,7 %, principalement en raison de l'abaissement des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales s'établit en 2002 à 2,20 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,25 $ en 2001).
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 23,7 %, reflétant principalement la forte croissance des importations, ce qui a entraîné une hausse des recettes de TPS et des droits de douane à l'importation. Les taxes de vente et d'accise ont également augmenté, principalement à la suite de la hausse des taxes sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont régressé de 14,4 %.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 8,7 %.

[1] L'excédent budgétaire d'avril 2001 avait d'abord été estimé à 4,6 milliards de dollars. Cependant, ce résultat a été affecté par des problèmes de systèmes ayant trait aux remboursements de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la taxe sur les produits et services (TPS), ce qui a engendré une surestimation de 1,1 milliard de l'excédent d'avril 2001 et une sous-estimation dans une mesure comparable de l'excédent de mai et de juin. Ceci n'aura pas d'incidence sur les résultats finaux pour l'ensemble de l'année.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	avril	
	2001	2002
	(M$)	
Opérations budgétaires		
Recettes	16 126	13 776
Dépenses de programmes	-9 226	-10 029
Solde de fonctionnement	6 900	3 747
Frais de la dette publique	-3 389	-2 875
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 511	872
Opérations non budgétaires	-3 952	-5 552
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-441	-4 680
Opérations de change	158	-668
Solde financier net	-283	-5 348
Variation nette des emprunts	70	-940
Variation nette de l'encaisse	-213	-6 288
Encaisse à la fin de la période	5 818	12 965

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations établies pour avril 2001 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 0,4 milliard de dollars, ou 12,3 %. La hausse des prestations aux aînés découle de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et de la majoration des prestations moyennes, qui sont indexées à l'inflation. La progression des prestations d'assurance-emploi est attribuable à la hausse des prestations ordinaires, à la suite de l'augmentation du nombre de bénéficiaires, et aux améliorations apportées au programme.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 53 millions de dollars, soit 2,4 %, en raison de la hausse des transferts en espèces effectuée dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et qui tient compte de l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue d'accroître le financement de base, pour le faire passer de 17,3 milliards en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003. La baisse des transferts fiscaux est principalement imputable au calendrier des versements, qui devrait être renversé au cours des prochains mois.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, soit 9,2 %. Les subventions et autres transferts et paiements à des sociétés d'État ont diminué, tandis que les dépenses de fonctionnement et les immobilisations ont augmenté. Les variations mensuelles de ces composantes sont attribuables en grande partie au calendrier des versements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard de dollars, soit 15,2 %, en raison de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et de la diminution du taux d'intérêt effectif moyen à l'égard de cette dette.

Besoins financiers de 4,7 milliards de dollars (opérations de change exclues) en avril 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées,

Tableau 2
Recettes budgétaires

	avril		
	2001	2002	variation
	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu			
Impôt sur le revenu des particuliers	8 539	6 436	-24,6
Impôt sur le revenu des sociétés	2 146	1 492	-30,5
Autres	364	332	-8,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	11 049	8 260	-25,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 809	1 760	-2,7
Taxes et droits d'accise			
Taxe sur les produits et services	1 703	2 151	26,3
Droits de douane à l'importation	169	257	52,1
Taxes de vente et d'accise	645	705	9,3
Total des taxes et droits d'accise	2 517	3 113	23,7
Total des recettes fiscales	15 375	13 133	-14,6
Recettes non fiscales	751	643	-14,4
Total des recettes budgétaires	16 126	13 776	-14,6

peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,6 milliards de dollars en avril 2002, en hausse par rapport à des besoins nets de 4,0 milliards en avril 2001. Cette hausse des besoins est principalement attribuable à des facteurs liés au calendrier qui influent sur l'autre composante des opérations.

Par conséquent, compte tenu d'un excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars et de besoins nets de 5,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des besoins financiers (opérations de change exclues) de 4,7 milliards de dollars en avril 2002, comparativement à des besoins de 0,4 milliard en avril 2001.

Besoins financiers nets de 5,3 milliards de dollars en avril 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale des devises étrangères pour l'État et de favoriser l'ordre sur le marché des changes. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs ayant trait à l'engagement du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions fournies au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, le rabaissement de ce niveau

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	avril		
	2001	2002	variation
	(M$)		(%)
Paiements de transfert			
Particuliers			
Prestations aux aînés	2 063	2 166	5,0
Prestations d'assurance-emploi	1 113	1 402	26,0
Total	3 176	3 568	12,3
Autres ordres de gouvernement			
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 441	1 550	7,6
Transferts fiscaux	923	877	-5,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-200	-210	5,0
Total	2 164	2 217	2,4
Dépenses de programmes directes			
Subventions et autres programmes			
Agriculture	38	16	-57,9
Affaires étrangères	122	41	-66,4
Santé	10	110	1 000,0
Développement des ressources humaines	26	70	169,2
Affaires indiennes et du Nord	690	609	-11,7
Industrie et développement régional	112	109	-2,7
Anciens combattants	118	143	21,2
Autres	306	163	-46,7
Total	1 422	1 261	-11,3
Paiements aux sociétés d'État			
Société Radio-Canada	200	182	-9,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	158	171	8,2
Autres	221	225	1,8
Total	579	578	-0,2
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital			
Défense	505	580	14,9
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 380	1 825	32,2
Total	1 885	2 405	27,6
Total des dépenses de programmes directes	3 886	4 244	9,2
Total des dépenses de programmes	9 226	10 029	8,7
Frais de la dette publique	3 389	2 875	-15,2
Total des dépenses budgétaires	12 615	12 904	2,3
Poste pour mémoire : total des transferts	6 762	7 046	4,2

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	avril	
	2001	2002
	(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 511	872
Prêts, placements et avances		
Sociétés d'État	132	13
Autres	-14	8
Total	118	21
Comptes à fins déterminées		
Compte du Régime de pensions du Canada	-400	-129
Comptes de pension de retraite	46	-45
Autres	21	-38
Total	-333	-212
Autres opérations	-3 737	-5 361
Total des opérations non budgétaires	-3 952	-5 552
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-441	-4 680
Opérations de change	158	-668
Solde financier net	-283	-5 348

Tableau 5
Solde financier net et emprunts nets

	avril	
	2001	2002
	(M$)	
Solde financier net	-283	-5 348
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts		
Payables en dollars canadiens		
Obligations négociables	1 371	-5 200
Bons du Trésor	-700	4 300
Obligations d'épargne du Canada	-1	-57
Autres	0	0
Total	670	-957
Payables en devises		
Obligations négociables	0	0
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	-490	17
Billets du Canada	-110	0
Total	-600	17
Variation nette des emprunts	70	-940
Variation de l'encaisse	-213	-6 288

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2002	30 avril 2002	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	41 014	39 486	-1 528
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 209	127 164	-45
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 756	6 627	-129
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 454	7 416	-38
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 419	141 207	-212
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 865	288 665	-5 200
Bons du Trésor	94 200	98 500	4 300
Obligations d'épargne du Canada	23 759	23 702	-57
Autres	3 390	3 390	0
Total partiel	415 214	414 257	-957
Payable en devises	27 033	27 050	17
Total de la dette non échue	442 247	441 307	-940
Total de la dette portant intérêt	583 666	582 514	-1 152
Total du passif	624 680	622 000	-2 680
Actif			
Encaisse et débiteurs	14 796	13 635	-1 161
Comptes d'opérations de change	52 119	51 451	-668
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 387	16 408	21
Total de l'actif	83 302	81 494	-1 808
Déficit accumulé (dette publique nette)[1]	541 378	540 506	-872

[1] Selon un solde financier de 6 milliard de dollars en 2001-2002.

constitue une ressource. Compte tenu de tous ces facteurs, le mois d'avril 2002 a été marqué par des besoins nets de 0,7 milliard de dollars, comparativement à des ressources nettes de 0,2 milliard en avril 2001.

Avec un excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars, des besoins nets de 5,6 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,7 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets s'établissaient à 5,3 milliards de dollars en avril 2002, contre 0,3 milliard en avril 2001.

Légère baisse des emprunts nets

Ces besoins financiers ont été financés au moyen d'une réduction de 6,3 milliards de dollars des soldes d'encaisse, ce qui a entraîné une diminution de 0,9 milliard des emprunts nets. Les soldes d'encaisse s'élevaient à 13,0 milliards à la fin d'avril 2002. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Juillet 2002

MAY

MAI

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Points saillants

Déficit budgétaire de 116 millions de dollars en mai 2002

Le mois de mai 2002 s'est soldé par un déficit budgétaire de 116 millions de dollars, comparativement à un excédent de 3,2 milliards en mai 2001[1]. Ce recul du solde budgétaire d'une année sur l'autre est attribuable d'abord au ralentissement économique mondial survenu en 2001, et plus particulièrement à son effet sur les bénéfices des sociétés et sur les marchés boursiers, d'où une nette augmentation des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et sur les bénéfices des sociétés, sans compter une baisse substantielle des paiements effectués pour l'année d'imposition 2001 en règlement final de l'impôt sur le revenu des particuliers. Les recettes budgétaires pour le mois ont subi une baisse de 3 milliards par rapport à mai 2001, tandis que les dépenses totales étaient en hausse de 0,4 milliard, l'augmentation des dépenses de programmes étant contrebalancée en partie par des frais de la dette publique moins élevés.

Excédent budgétaire de 755 millions de dollars pour avril et mai 2002

L'excédent budgétaire pour avril et mai 2002 a été estimé à 755 millions de dollars, comparativement à l'excédent de 6,8 milliards déclaré pour la même période en 2001-2002. Cette baisse de l'excédent d'une année sur l'autre découle en grande partie des versements finals au titre de l'impôt sur le revenu pour l'année d'imposition 2001, comme il est indiqué au paragraphe précédent. Cette situation était prévue, étant donné, d'une part, les formidables gains en capital nets enregistrés pour l'année d'imposition 2000, qui avaient donné lieu à des versements finals records au titre de l'impôt sur le revenu en avril et en mai 2001, et d'autre part le fléchissement des marchés boursiers en 2001, ce qui a entraîné une hausse des remboursements et une baisse des paiements de règlement en avril et en mai 2002.

[1] Certains problèmes touchant les systèmes au regard de l'impôt sur le revenu des particuliers et des remboursements de la taxe sur les produits et services ont eu une incidence sur les recettes budgétaires enregistrées d'avril à juin 2001. Cela a donné lieu à une surestimation de l'excédent budgétaire d'avril 2001 et à une sous-estimation de ceux de mai et de juin, sans toutefois que les résultats définitifs pour l'exercice s'en ressentent. Au départ, le montant de l'excédent de mai 2001 était estimé à 2,9 milliards de dollars.

Résultats budgétaires en mai 2002

Les recettes budgétaires ont diminué de 3 milliards de dollars, soit 18,8 %, en mai 2002 par rapport à l'année précédente. Toutes les composantes ont connu une baisse, exception faite des taxes et droits d'accise.

- Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 2,3 milliards de dollars (29,6 %), car l'augmentation des remboursements et la diminution des paiements de règlement pour l'année d'imposition 2001 l'ont emporté sur la hausse des retenues au titre de l'assurance-emploi. Cette baisse tient surtout à la diminution des gains en capital nets en 2001, ces gains ayant été extrêmement élevés en 2000.
- Les recettes tirées de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont diminué de 0,7 milliard (30,3 %), principalement en raison d'une augmentation des remboursements au titre de l'impôt payé en trop lors d'années antérieures. Cette situation reflète le fléchissement des bénéfices des sociétés en 2001.

La revue financière

Tableau 1
État sommaire des opérations

	mai		d'avril à mai	
	2001	2002	2001-2002	2002-2003
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Recettes	15 798	12 829	31 924	26 604
Dépenses de programmes	-9 144	-9 977	-18 370	-20 006
Solde de fonctionnement	6 654	2 852	13 554	6 598
Frais de la dette publique	-3 405	-2 968	-6 794	-5 843
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 249	-116	6 760	755
Opérations non budgétaires	1 489	856	-2 462	-4 699
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	4 738	740	4 298	-3 944
Opérations de change	-295	20	-137	-648
Solde financier net	4 443	760	4 161	-4 592
Variation nette des emprunts	-883	6 438	-813	5 498
Variation nette de l'encaisse	3 560	7 198	3 348	906
Encaisse à la fin de la période			16 530	12 856

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations établies pour avril et mai 2001 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi sont demeurées à peu près inchangées, la diminution des taux de cotisation (les cotisations de l'employé en 2002 sont de 2,20 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,25 $ en 2001) étant contrebalancée par l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi et versant de ce fait des cotisations.
- Les recettes associées aux taxes et droits d'accise ont progressé de 0,1 milliard de dollars, soit 4,6 %. Cette hausse tient pour l'essentiel à l'augmentation des taxes et droits d'accise sur les produits du tabac.
- Les recettes non fiscales ont régressé; cela tient surtout au moment où ces recettes sont perçues.

Considérées d'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 9,1 %.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 10,6 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 5,8 %, ce qui découle de l'augmentation du nombre de personnes ayant droit aux prestations et de la majoration des prestations moyennes, lesquelles sont indexées en fonction de l'inflation. L'augmentation de 22,2 % des prestations d'assurance-emploi est attribuable à la hausse des prestations ordinaires, à la suite de l'augmentation du nombre de bénéficiaires, et aux améliorations apportées au programme.
- Les transferts aux autres ordres de gouvernement ont crû de 6,1 %, en raison de la hausse des transferts en espèces dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et des transferts fiscaux. La majoration des transferts au titre du TCSPS fait suite à l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 en vue de faire passer le financement de base de 17,3 milliards en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003. Enfin, la hausse des transferts fiscaux est attribuable à une augmentation des droits à péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, soit la totalité des dépenses de programmes moins les transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 9,8 %. Les subventions et autres paiements de transfert ont diminué de 15,6 %, tandis que les paiements

Tableau 2
Recettes budgétaires

	mai			d'avril à mai		
	2001	2002	variation	2001-2002	2002-2003	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 639	5 376	-29,6	16 178	11 810	-27,0
Impôt sur le revenu des sociétés	2 373	1 654	-30,3	4 519	3 146	-30,4
Autres	305	232	-23,9	670	564	-15,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	10 317	7 262	-29,6	21 367	15 520	-27,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 770	1 751	-1,1	3 579	3 511	-1,9
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 127	2 181	2,5	3 830	4 332	13,1
Droits de douane à l'importation	226	231	2,2	395	488	23,5
Taxes de vente et d'accise	736	819	11,3	1 382	1 524	10,3
Total des taxes et droits d'accise	3 089	3 231	4,6	5 607	6 344	13,1
Total des recettes fiscales	15 176	12 244	-19,3	30 553	25 375	-16,9
Recettes non fiscales	622	585	-5,8	1 371	1 229	-10,4
Total des recettes budgétaires	15 798	12 829	-18,8	31 924	26 604	-16,7

aux sociétés d'État, les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital ont augmenté nettement. Les variations mensuelles de ces composantes sont attribuables en grande partie au calendrier des versements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 12,8 % d'une année sur l'autre, et ce, en raison uniquement de la diminution du taux d'intérêt effectif moyen, étant donné que l'encours de la dette portant intérêt a légèrement augmenté.

Résultats budgétaires en avril et mai 2002

L'excédent budgétaire estimatif pour les deux premiers mois de l'exercice 2002-2003 est de 755 millions de dollars, en baisse de 6 milliards par rapport à l'excédent de 6,8 milliards pour la même période en 2001-2002. Cette baisse, qui était attendue, s'explique par la baisse des recettes budgétaires, qui tient surtout à certains facteurs observés au cours de l'année d'imposition 2001, et à la hausse des dépenses de programmes. À l'opposé, les frais de la dette publique ont diminué.

Les recettes budgétaires ont baissé de 5,3 milliards de dollars (16,7 %) d'une année sur l'autre.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 4,4 milliards, soit 27 %. La quasi-totalité de cette baisse est due à des versements finals plus bas et à des remboursements plus élevés relativement à l'année d'imposition 2001, du fait de la faiblesse de l'activité économique en 2001, ce qui a eu des répercussions sur les marchés boursiers ainsi que sur les gains en capital nets. Il faut toutefois remarquer que les résultats enregistrés pour la même période en 2001 ont été la conséquence des formidables gains enregistrés sur les marchés boursiers en 2000, qui ont donné lieu à des paiements de règlement d'impôt records en avril et mai 2001. Les résultats obtenus jusqu'ici s'expliquent également par l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	mai			d'avril à mai		
	2001	2002	variation	2001-2002	2002-2003	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 091	2 212	5,8	4 154	4 377	5,4
Prestations d'assurance-emploi	875	1 069	22,2	1 988	2 471	24,3
Total	2 966	3 281	10,6	6 142	6 848	11,5
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 442	1 550	7,5	2 883	3 100	7,5
Transferts fiscaux	1 117	1 164	4,2	2 041	2 040	0,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-200	-210	5,0	-400	-420	5,0
Total	2 359	2 504	6,1	4 524	4 720	4,3
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	192	40	-79,2	230	57	-75,2
Affaires étrangères	62	86	38,7	184	125	-32,1
Santé	188	132	-29,8	198	242	22,2
Développement des ressources humaines	127	111	-12,6	152	181	19,1
Affaires indiennes et du Nord	225	253	12,4	916	862	-5,9
Industrie et développement régional	40	59	47,5	152	168	10,5
Anciens combattants	124	138	11,3	242	281	16,1
Autres	181	142	-21,5	490	302	-38,4
Total	1 139	961	-15,6	2 564	2 218	-13,5
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	40	76	90,0	240	258	7,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	158	159	0,6	316	330	4,4
Autres	106	134	26,4	329	360	9,4
Total	304	369	21,4	885	948	7,1
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	502	796	58,6	1 007	1 377	36,7
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 874	2 066	10,2	3 248	3 895	19,9
Total	2 376	2 862	20,5	4 255	5 272	23,9
Total des dépenses de programmes directes	3 819	4 192	9,8	7 704	8 438	9,5
Total des dépenses de programmes	9 144	9 977	9,1	18 370	20 006	8,9
Frais de la dette publique	3 405	2 968	-12,8	6 794	5 843	-14,0
Total des dépenses budgétaires	12 549	12 945	3,2	25 164	25 849	2,7
Poste pour mémoire : total des transferts	6 464	6 746	4,4	13 230	13 786	4,2

- Les recettes fiscales sur les bénéfices des sociétés ont diminué de 1,4 milliard (30,4 %), surtout en raison des remboursements plus élevés découlant de l'impôt versé lors d'années antérieures. De plus, les acomptes provisionnels versés chaque mois sont plus bas, car ils sont calculés d'après les obligations fiscales pour 2001, année où les bénéfices des sociétés ont chuté.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont connu une faible baisse, attribuable essentiellement à la diminution des taux de cotisation en 2002.
- Les recettes liées aux taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,7 milliard (13,1 %), surtout en raison des droits de douane à l'importation plus élevés et de la hausse des taxes et droits d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 10,4 %.

Les dépenses de programmes ont augmenté de 1,6 milliard (8,9 %) en avril et mai 2002 par rapport à la même période l'année précédente.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 11,5 %, reflétant à la fois les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi.
- Les transferts aux autres ordres de gouvernement ont augmenté de 4,3 % en raison de la hausse des transferts en espèces dans le cadre du TCSPS. Par contre, les droits dans le cadre des programmes de transferts fiscaux sont demeurés à peu près inchangés, ce qui tient surtout au calendrier prévu pour les paiements.
- Les dépenses de programmes directes, soit l'ensemble des dépenses de programmes moins les transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 9,5 %. Au cours des premiers mois de l'exercice, l'évolution de cette composante tient en grande partie au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1 milliard (14 %) en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette.

Besoins financiers de 3,9 milliards de dollars (opérations de change exclues) en avril et mai 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont contractées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire en ce sens qu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs financiers. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 4,7 milliards de dollars au cours des deux premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 2,5 milliards pour la même période en 2001-2002.

De ce fait, si l'on considère l'excédent budgétaire de 0,8 milliard et les besoins nets de 4,7 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril et mai 2002 s'est soldée par des besoins financiers (opérations de change exclues) de 3,9 milliards, comparativement à des ressources financières de 4,3 milliards pour la même période en 2001-2002.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	mai		d'avril à mai	
	2001	2002	2001-2002	2002-2003
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 249	-116	6 760	755
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	48	2	180	15
Autres	-43	21	-57	30
Total	5	23	123	45
Comptes à des fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	627	401	227	272
Comptes de pension de retraite	-241	-43	-193	-89
Autres	31	-15	51	-52
Total	417	343	85	131
Autres opérations	1 067	490	-2 670	-4 875
Total des opérations non budgétaires	1 489	856	-2 462	-4 699
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	4 738	740	4 298	-3 944
Opérations de change	-295	20	-137	-648
Solde financier net	4 443	760	4 161	-4 592

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	mai		d'avril à mai	
	2001	2002	2001-2002	2002-2003
		(M$)		
Solde financier net	4 443	760	4 161	-4 592
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-225	3 045	1 146	-2 155
Obligations d'épargne du Canada	-79	-94	-80	-151
Bons du Trésor	-300	3 700	-1 000	8 000
Autres		-2		-2
Total	-604	6 649	66	5 692
Payables en devises				
Obligations négociables	-1 576	0	-1 576	0
Billets et prêts				
Bons du Canada	1 360	-211	870	-194
Billets du Canada	-63	0	-173	0
Total	-279	-211	-879	-194
Variation nette des emprunts	-883	6 438	-813	5 498
Variation de l'encaisse	3 560	7 198	3 348	906

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif[1]

	31 mars 2002	31 mai 2002	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	41 014	36 867	-4 147
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 209	127 120	-89
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 756	7 028	272
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 454	7 402	-52
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 419	141 550	131
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 865	291 710	-2 155
Bons du Trésor	94 200	102 200	8 000
Obligations d'épargne du Canada	23 759	23 608	-151
Autres	3 390	3 388	-2
Total partiel	415 214	420 906	5 692
Payable en devises	27 033	26 839	-194
Total de la dette non échue	442 247	447 745	5 498
Total de la dette portant intérêt	583 666	589 295	5 629
Total du passif	624 680	626 162	1 482
Actif			
Encaisse et débiteurs	14 796	16 430	1 634
Comptes d'opérations de change	52 119	52 767	648
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 387	16 342	-45
Total de l'actif	83 302	85 539	2 237
Déficit accumulé (dette publique nette)	541 378	540 623	-755

[1] Selon un solde budgétaire de 6 milliards de dollars en 2001-2002.

Besoins financiers nets de 4,6 milliards de dollars en avril et mai 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale en devises pour l'État et de maintenir un marché des changes ordonné. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs prévus au titre des engagements du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions fournies au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, une baisse du niveau de ces réserves constitue une ressource. En tenant compte de tous ces facteurs, les deux premiers mois de l'exercice 2002-2003 ont donné lieu à des besoins nets de 0,6 milliard de dollars au titre des opérations de change, comparativement à des besoins nets de 0,1 milliard pour la même période en 2001.

Étant donné un excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars, des besoins nets de 4,7 milliards au titre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,6 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets pour avril et mai 2002 se sont élevés à 4,6 milliards, comparativement à des ressources nettes de 4,2 milliards pour la même période en 2001-2002.

Hausse de 5,5 milliards de dollars des emprunts nets en avril et mai 2002

Pour financer ces besoins financiers nets, le gouvernement a haussé de 5,5 milliards son encours de la dette contractée sur les marchés à la fin de mai 2002 et a majoré de 0,9 milliard ses encaisses pour les porter à 12,9 milliards de dollars. Le niveau des encaisses varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des principaux titres d'emprunt, qui peut varier sensiblement d'un mois à l'autre.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Juillet 2002

JUNE

JUIN

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Excédent budgétaire de 4,0 milliards de dollars en juin 2002

Un excédent budgétaire de 4,0 milliards de dollars a été affiché en juin 2002, comparativement à un excédent de 2,8 milliards en juin 2001[1]. D'importants excédents ont été dégagés en juin depuis 1996-1997, principalement sous l'effet de l'inclusion des acomptes provisionnels trimestriels de l'impôt sur le revenu des particuliers. L'amélioration du solde budgétaire d'une année sur l'autre est surtout attribuable à la hausse des recettes budgétaires, résultant en partie d'une forte croissance de l'emploi depuis le début de l'année. De plus, des facteurs techniques ponctuels, notamment les rajustements liés à des mois antérieurs et le calendrier de réception des paiements, ont eu des répercussions positives sur les recettes en juin 2002.

Excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars d'avril à juin 2002

L'excédent budgétaire pour la période d'avril à juin 2002 est estimé à 4,8 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 9,6 milliards pour la même période en 2001-2002. La baisse de l'excédent d'une année sur l'autre découle en grande partie des versements finaux au titre de l'impôt sur le revenu pour l'année d'imposition 2001. Cette situation était prévue, étant donné, d'une part, les formidables gains en capital nets enregistrés pour l'année d'imposition 2000, qui avaient donné lieu à des versements finaux records au titre de l'impôt sur le revenu en avril et en mai 2001, et d'autre part, le fléchissement des marchés boursiers en 2001, qui a entraîné une hausse des remboursements et une baisse des paiements de règlement en avril et en mai 2002.

[1] Certains problèmes touchant les systèmes au regard de l'impôt sur le revenu des particuliers et des remboursements de la taxe sur les produits et services ont eu une incidence sur les recettes budgétaires enregistrées d'avril à juin 2001. Cela a donné lieu à une surestimation de l'excédent budgétaire d'avril 2001 et à une sous-estimation de ceux de mai et de juin. Cette situation sera toutefois sans effet sur les résultats définitifs de l'exercice. Le montant de l'excédent de juin 2001 avait d'abord été estimé à 2,5 milliards de dollars.

Résultats budgétaires en juin 2002

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, soit 8,3 %, en juin 2002.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 0,9 milliard, soit 11,8 %, surtout sous l'effet de la hausse des retenues sur le revenu d'emploi découlant de la forte croissance de l'emploi depuis le début de l'année. De plus, le calendrier des paiements et les rajustements liés à des périodes antérieures ont contribué au gain affiché en juin 2002.
- Les recettes de l'impôt des sociétés ont fléchi de 0,1 milliard, ou 5,1 %, en raison de l'augmentation des remboursements au titre de l'impôt payé en trop par le passé.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi sont demeurées à peu près inchangées, la diminution des taux de cotisation (les cotisations de l'employé en 2002 sont de 2,20 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,25 $ en 2001) étant compensée par l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi et versant de ce fait des cotisations.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	juin		d'avril à juin	
	2001	2002	2001-2002	2002-2003
			(M$)	
Opérations budgétaires				
Recettes	15 349	16 627	47 274	43 232
Dépenses de programmes	-9 446	-9 569	-27 816	-29 599
Solde de fonctionnement	5 903	7 058	19 458	13 633
Frais de la dette publique	-3 111	-3 022	-9 904	-8 865
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 792	4 036	9 554	4 768
Opérations non budgétaires	-7 887	-7 887	-10 348	-12 559
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-5 095	-3 851	-794	-7 791
Opérations de change	449	-607	312	-1 255
Solde financier net	-4 646	-4 458	-482	-9 046
Variation nette des emprunts	-8 170	-3 419	-8 983	2 078
Variation nette de l'encaisse	-12 816	-7 877	-9 465	-6 968
Encaisse à la fin de la période			3 708	4 979

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations mensuelles établies pour 2001-2002 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

- Les droits et les taxes d'accise ont augmenté de 0,3 milliard, soit 10,5 %, surtout sous l'effet d'une forte hausse des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS), résultat d'augmentations des recettes brutes perçues et d'une baisse des remboursements.
- Les recettes non fiscales ont grimpé en flèche, résultat du calendrier des paiements. Elles avaient diminué en mai.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont progressé de 0,1 milliard de dollars, soit 1,3 %, la baisse des dépenses liées à la défense ainsi que des subventions et des autres transferts ayant neutralisé une grande partie des augmentations des autres principales composantes.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 7,9 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 6,5 %, en raison de l'augmentation du nombre de personnes ayant droit aux prestations et de la majoration des prestations moyennes, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation de 10,9 % des prestations d'assurance-emploi est attribuable à la hausse des prestations ordinaires, le nombre de bénéficiaires ayant augmenté, et aux améliorations apportées au programme.
- Les transferts aux autres administrations ont progressé de 4,2 %, en raison de la hausse des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Cette majoration fait suite à l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 en vue de faire passer le financement de base de 17,3 milliards de dollars en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003.
- Les dépenses de programmes directes, soit la totalité des dépenses de programmes moins les transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont chuté de 4,9 %, par suite de la diminution des subventions et des autres transferts ainsi que des dépenses ayant trait à la défense. La fluctuation mensuelle de ces composantes est attribuable en grande partie au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,9 % d'une année sur l'autre, et ce, uniquement en raison de la diminution du taux d'intérêt effectif moyen, étant donné que l'encours de la dette portant intérêt a légèrement augmenté.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	2001	2002	variation	2001-2002	2002-2003	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 382	8 250	11,8	23 560	20 062	-14,8
Impôt sur le revenu des sociétés	2 312	2 194	-5,1	6 832	5 340	-21,8
Autres	243	242	-0,4	913	806	-11,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 937	10 686	7,5	31 305	26 208	-16,3
Cotisations d'assurance-emploi	1 748	1 729	-1,1	5 327	5 240	-1,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 916	2 177	13,6	5 747	6 508	13,2
Droits de douane à l'importation	278	314	12,9	673	802	19,2
Taxes de vente et d'accise	794	783	-1,4	2 174	2 285	5,1
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien		28			48	
Total des taxes et droits d'accise	2 988	3 302	10,5	8 594	9 643	12,2
Total des recettes fiscales	14 673	15 717	7,1	45 226	41 091	-9,1
Recettes non fiscales	676	910	34,6	2 048	2 141	4,5
Total des recettes budgétaires	15 349	16 627	8,3	47 274	43 232	-8,6

Résultats budgétaires d'avril à juin 2002

L'excédent budgétaire pour les trois premiers mois de l'exercice 2002-2003 a été estimé à 4,8 milliards de dollars, par rapport à l'excédent de 9,6 milliards déclaré pour la même période en 2001-2002. Cette diminution s'explique par la baisse des recettes budgétaires, qui tient surtout à des facteurs touchant l'année d'imposition 2001, et à la hausse des dépenses de programmes. Par contre, les frais de la dette publique ont diminué.

Les recettes budgétaires ont baissé de 4,0 milliards de dollars, soit 8,6 %, d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 3,5 milliards, soit 14,8 %. La quasi-totalité de cette baisse est due à des versements finaux plus bas et à des remboursements plus élevés relativement à l'année d'imposition 2001, du fait de la faiblesse des marchés boursiers et de la diminution des gains en capital nets qui en a découlé. Il faut toutefois remarquer que les résultats enregistrés pour la même période en 2001 ont été la conséquence des formidables gains enregistrés sur les marchés boursiers en 2000, qui ont donné lieu à des paiements de règlement d'impôt records en avril et en mai 2001. Les résultats obtenus jusqu'ici s'expliquent également par l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. L'augmentation des impôts attribuable à la hausse du revenu d'emploi a compensé en partie ces répercussions.
- Les recettes de l'impôt des sociétés ont fléchi de 1,5 milliard, soit 21,8 %, surtout en raison des remboursements plus élevés découlant de l'impôt versé lors d'années antérieures. De plus, les acomptes provisionnels versés chaque mois sont plus bas, car ils sont calculés d'après l'impôt à payer pour 2001, année où les bénéfices des sociétés ont chuté.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement baissé, principalement en raison de la diminution des taux de cotisation en 2002.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	2001	2002	variation	2001-2002	2002-2003	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 050	2 184	6,5	6 204	6 562	5,8
Prestations d'assurance-emploi	903	1 001	10,9	2 891	3 472	20,1
Total	2 953	3 185	7,9	9 095	10 034	10,3
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 442	1 550	7,5	4 325	4 650	7,5
Transferts fiscaux	1 057	1 056	-0,1	3 099	3 096	-0,1
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-200	-210	5,0	-600	-630	5,0
Total	2 299	2 396	4,2	6 824	7 116	4,3
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	152	7	-95,4	381	64	-83,2
Affaires étrangères	141	88	-37,6	325	213	-34,5
Santé	75	82	9,3	273	324	18,7
Développement des ressources humaines	86	95	10,5	239	275	15,1
Affaires indiennes et du Nord	255	300	17,6	1 171	1 163	-0,7
Industrie et développement régional	174	148	-14,9	326	317	-2,8
Anciens combattants	123	137	11,4	366	418	14,2
Autres	196	197	0,5	684	520	-24,0
Total	1 202	1 054	-12,3	3 765	3 294	-12,5
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	80	74	-7,5	320	332	3,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	158	159	0,6	474	489	3,2
Autres	110	116	5,5	439	476	8,4
Total	348	349	0,3	1 233	1 297	5,2
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 009	730	-27,7	2 018	2 107	4,4
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 635	1 855	13,5	4 881	5 751	17,8
Total	2 644	2 585	-2,2	6 899	7 858	13,9
Total des dépenses de programmes directes	4 194	3 988	-4,9	11 897	12 449	4,6
Total des dépenses de programmes	9 446	9 569	1,3	27 816	29 599	6,4
Frais de la dette publique	3 111	3 022	-2,9	9 904	8 865	-10,5
Total des dépenses budgétaires	12 557	12 591	0,3	37 720	38 464	2,0
Poste pour mémoire : total des transferts	6 454	6 635	2,8	19 684	20 444	3,9

- Les recettes liées aux droits et aux taxes d'accise ont augmenté de 1,0 milliard, soit 12,2 %, surtout en raison de l'augmentation des recettes de TPS, des droits de douane à l'importation, et de la hausse des droits et des taxes d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont progressé de 4,5 %.

D'avril à juin 2002, les dépenses de programmes ont augmenté de 1,8 milliard de dollars, soit 6,4 %, comparativement à la même période l'an dernier.

- Les transferts aux particuliers ont grimpé de 10,3 %, reflétant à la fois l'augmentation des prestations aux aînés et celle des prestations d'assurance-emploi.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,3 %, sous l'effet de la hausse des transferts en espèces dans le cadre du TCSPS. Les droits au titre des programmes de transferts fiscaux sont quant à eux demeurés à peu près inchangés, ce qui tient surtout au calendrier des paiements.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 4,6 %. Au cours des premiers mois de l'exercice, l'évolution de cette composante tient en grande partie au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,0 milliard de dollars, soit 10,5 %, en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette.

Besoins financiers de 7,8 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à juin 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont contractées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire en ce sens qu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs financiers. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 12,6 milliards de dollars au cours des trois premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 10,3 milliards pour la même période en 2001-2002.

De ce fait, si l'on considère l'excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars et les besoins nets de 12,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juin 2002 s'est soldée par des besoins financiers (opérations de change exclues) de 7,8 milliards, comparativement à des besoins financiers de 0,8 milliard pour la même période l'an dernier.

Besoins financiers nets de 9,0 milliards de dollars d'avril à juin 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale en devises pour l'État et de maintenir un marché des changes ordonné. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs prévus au titre des engagements du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions fournies au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, une baisse du niveau de ces réserves constitue une ressource. En tenant compte de tous ces facteurs, les trois premiers mois de l'exercice 2002-2003 ont donné lieu à des besoins nets de 1,3 milliard de dollars, comparativement à des ressources nettes de 0,3 milliard pour la même période en 2001-2002.

Étant donné un excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars, des besoins nets de 12,6 milliards au titre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 1,3 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets pour la période d'avril à juin 2002 se sont élevés à 9,0 milliards, comparativement à des besoins nets de 0,5 milliard pour la même période en 2001-2002.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	juin		d'avril à juin	
	2001	2002	2001-2002	2002-2003
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 792	4 036	9 554	4 768
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	52	62	232	77
Autres	92	63	33	93
Total	144	125	265	170
Comptes à des fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-670	-116	-443	155
Comptes de pension de retraite	-302	-508	-496	-595
Autres	-75	-112	-22	-166
Total	-1 047	-736	-961	-606
Autres opérations	-6 984	-7 276	-9 652	-12 123
Total des opérations non budgétaires	-7 887	-7 887	-10 348	-12 559
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-5 095	-3 851	-794	-7 791
Opérations de change	449	-607	312	-1 255
Solde financier net	-4 646	-4 458	-482	-9 046

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juin		d'avril à juin	
	2001	2002	2001-2002	2002-2003
		(M$)		
Solde financier net	-4 646	-4 458	-482	-9 046
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 187	-3 897	-2 041	-6 053
Obligations d'épargne du Canada	-86	-161	-166	-312
Bons du Trésor	-3 600	700	-4 600	8 700
Autres	-4	-6	-4	-8
Total	-6 877	-3 364	-6 811	2 327
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	-1 576	0
Billets et prêts	-41		-41	
Bons du Canada	-1 252	-55	-382	-249
Billets du Canada	0	0	-173	0
Total	-1 293	-55	-2 172	-249
Variation nette des emprunts	-8 170	-3 419	-8 983	2 078
Variation de l'encaisse	-12 816	-7 877	-9 465	-6 968

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif[1]

	31 mars 2002	30 juin 2002	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	41 014	29 206	-11 808
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 209	126 614	-595
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 756	6 911	155
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 454	7 288	-166
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 419	140 813	-606
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 865	287 791	-6 074
Bons du Trésor	94 200	102 740	8 540
Obligations d'épargne du Canada	23 759	23 654	-105
Autres	3 390	3 383	-7
Total partiel	415 214	417 568	2 354
Payable en devises	27 033	26 782	-251
Total de la dette non échue	442 247	444 350	2 103
Total de la dette portant intérêt	583 666	585 163	1 497
Total du passif	624 680	614 369	-10 311
Actif			
Encaisse et débiteurs	14 796	8 168	-6 628
Comptes d'opérations de change	52 119	53 374	1 255
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 387	16 217	-170
Total de l'actif	83 302	77 759	-5 543
Déficit accumulé (dette publique nette)	541 378	536 610	-4 768

[1] Selon un solde budgétaire de 6 milliards de dollars en 2001-2002.

Hausse de 2,1 milliards de dollars des emprunts nets d'avril à juin 2002

Pour financer ces besoins financiers nets, le gouvernement a haussé de 2,1 milliards de dollars son encours de la dette contractée sur les marchés à la fin de juin 2002 et a réduit de 7,0 milliards ses encaisses, les établissant à 5,0 milliards. Le niveau des encaisses varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des principaux titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Septembre 2002